

Lettre ouverte à Monsieur Patrick Kanner
Président du Conseil Général du Nord

Lille, le 6 janvier 2012

Monsieur le Président,

Le 12 janvier prochain, Monsieur Nicolas Sarkozy, Président de la République, viendra à Lille pour présenter ses vœux aux fonctionnaires et aux acteurs de la réforme de l'Etat.

Lille n'est qu'une étape parmi d'autres dans la tournée présidentielle entamée à Metz dès le 1er janvier. Mais quelle étape ! C'est dans les murs de notre ville, que le Président de la République a tenu ses premiers vœux décentralisés et lancé en 2008 la Révision Générale des Politiques Publiques caractérisée par le non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. Mesure qui, vous le savez, a conduit en trois ans, à **la suppression de 150 000 postes** dans la Fonction Publique d'Etat.

Le Président de la République et l'UMP, qui s'interrogent désormais sur le « périmètre d'un Etat moderne », pensent « que les collectivités territoriales ne pourront pas s'exonérer de l'effort d'appliquer la règle du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux ». C'est d'ailleurs en ce sens que, Monsieur Jean-René Lecerf, Chef de l'opposition au Conseil Général, est intervenu lors du vote du Budget départemental.

Au-delà des désaccords politiques et idéologiques, l'efficacité de cette mesure est d'ores et déjà contestée par la Cour des Comptes qui juge son bilan budgétaire peu probant. Les fonctionnaires et les usagers en subissent par contre les effets quotidiens, c'est la société entière qui en pâtit.

Dans son programme électoral de 2012, l'UMP - dont Nicolas Sarkozy sera assurément le candidat - annonce son intention de baisser de 2 milliards d'euros par an (10 milliards en 5 ans), les dotations aux collectivités locales. Voilà de nombreuses années que, sans le reconnaître, le Gouvernement pilonne les collectivités locales à travers une baisse des dotations de l'Etat et une non-compensation des transferts de charges. Désormais, la droite assume : après avoir affaibli les services publics nationaux, le Président veut affaiblir les services locaux. Nouvelle promesse d'injustice sociale qui se traduira par la remise en cause des politiques en faveur des plus démunis et de la politique d'aménagement solidaire des territoires. Ce choix de l'UMP est aussi une promesse d'échec économique. Vous le savez, les collectivités locales, qui ne participent qu'à hauteur de 10 % de la dette publique, assurent aujourd'hui 75% de l'investissement public en France. Les asphyxier, c'est assécher les carnets de commandes des PME et donc l'emploi des Français.

A Metz, le 1er janvier dernier, Monsieur Nicolas Sarkozy a déclaré « *Les Français, ont confiance dans leur administration, ils connaissent la compétence et l'honnêteté des fonctionnaires* ». Les Français certainement, mais pas le Président de la République qui réduit nos effectifs, appauvrit nos Ministères et nos collectivités locales, gèle nos rémunérations, allonge nos temps de cotisation, taxe nos arrêts maladie, détruit l'Hôpital public, etc.

Fonctionnaires bien mal traités sous son mandat présidentiel car exposés au sens propre, depuis cinq ans, à la vindicte générale comme nantis, planqués et fainéants.

C'est ce Président de la République, qui en 2009, « plaisante » sur le bouleversement des habitudes des fonctionnaires et assimilés du nouveau Pôle Emploi, sur le « *changement de métier, le changement de locaux de fonctionnaires qui aimaient leur petit bureau, leur petite affiche de la Polynésie pour rêver, ou leur orchidée qu'on soigne au bureau* ».

C'est ce Président de la République qui « *pense aux ouvriers, avant les fonctionnaires* » protégés du chômage par leur statut. Protection qu'il supprime en 2010, à l'occasion de la Loi sur la mobilité qui déguise le licenciement en mise en disponibilité sans traitement pour cause de suppression de poste !

C'est ce Président de la République qui n'a rien « *contre les fonctionnaires, ils font du bon travail (...) mais est-ce que vous pensez que l'avenir c'est uniquement des fonctionnaires ? Qui va les payer ? Ils sont payés avec vos impôts, avec vos charges* » mais qui faisait campagne en 2005 en déclarant « *je n'aime pas la façon dont on parle des fonctionnaires dans ce pays, chercher à opposer les salariés du privé et du public est indigne (...).* »

Ce Président de la République qui n'a « *pas été élu pour faire la réforme des retraites* », qui serait « *le Président du pouvoir d'achat* », qui devait « *atteindre en cinq ans le plein emploi, soit moins de 5 % de chômage* », selon lequel « *l'investissement dans la santé serait majeur* », qui améliorerait « *les conditions de travail des personnels de la santé* » (10 000 suppressions d'emplois en 2009), qui veillerait à « *répartir les profits des entreprises en trois tiers : salariés, actionnaires, investissements* » : baisse continue de la part salariale, casse des retraites et de la sécurité sociale, autant de salaire différé qui n'est plus servi aux salariés.

Ce Président de la République, le syndicat CGT du Conseil Général n'en a jamais voulu, cinq après moins que jamais.

Nous vous demandons, Monsieur le Président, d'accueillir dans notre Département, le « Président des Riches » au bilan économique catastrophique, ennemi des libertés individuelles, hostile aux migrants, « (...) *servile avec les puissants, fort avec les faibles* » par :

- une journée « portes fermées », « administration-morte » !

symbolisant simultanément la colère des élus de la majorité départementale, celle des fonctionnaires départementaux mais aussi l'avenir du Service Public dévoré par les appétits capitalistes. Administrations aux portes closes, services publics à minima, c'est le projet de ce Gouvernement, c'est l'oeuvre de ce Président.

Nous avons conscience des difficultés réglementaires, des obligations qui incombent aux élus et a fortiori au Président du Conseil Général à mettre en place une journée administration-morte, mais nous pensons également qu'un programme annoncé de destruction « méthodique du programme du Conseil National de la Résistante » exige des réponses proportionnées. Résistons ensemble !

Nous vous adressons, Monsieur le Président, nos salutations respectueuses.